



Léon SAUR

Catholiques belges et Rwanda : 1950-1964. Les pièges de l'évidence

Thèse sous la direction du professeur Pierre Boilley

Université Paris I - Panthéon-Sorbonne, 2013

Les historiens, et tous ceux qui ont été marqués par le génocide rwandais de 1994, doivent en premier lieu remercier Léon Saur pour avoir osé se confronter à un sujet aussi brûlant et délicat et surtout pour avoir trouvé un ton, une approche, une largeur de vue qui marqueront durablement l'historiographie du Rwanda. La découverte par le doctorant de la question rwandaise au travers de ses responsabilités politiques aurait pu l'entraîner vers des positions partisans. Bien au contraire, son expérience de la vie publique belge l'a mis en garde contre les embûches et ouvert une vaste documentation d'accès difficile. Il en résulte un travail exceptionnel par son ampleur et la masse de la documentation rassemblée, 2121 pages de texte (et plus de 9000 notes), suivies d'une imposante bibliographie et d'un index des noms de personnes. Il en résulte surtout la démonstration qu'il est possible de rendre compte de la complexité, ce qui ne veut pas dire prétendre tout expliquer.

Son premier intérêt réside dans un projet très clairement explicité en introduction mais dont le titre ne rend pas compte de toutes les dimensions. La thèse vise bien à reconstituer le processus qui mène à l'émancipation du Rwanda sous mandat belge en l'observant à travers les relations entre catholiques belges et rwandais. Mais elle dit beaucoup plus et s'intéresse aussi aux colonisateurs, aux missionnaires, belges mais pas seulement, aux colonisés. Elle est ainsi amenée à revisiter le long processus historique qui a débouché sur la construction d'identités collectives à base ethnique dont on sait les conséquences tragiques.

Pour mener à bien son entreprise, le doctorant décrit dans une première partie «l'arrière-plan historique» dans les années 1950, puis il reconstitue les péripéties successives qui conduisent en 1962 à l'établissement d'une République autoritaire à visage catholique social sous la conduite de Grégoire Kayibanda et du Parmehutu. Mais afin de rendre compte

du caractère double revêtu par cette émancipation, il traite de manière séparée ses deux faces, politique et sociale. La deuxième partie s'intéresse à la dimension sociale, qualifiée de révolution par ceux qui se présentent comme agissant pour les *Babutu*, assimilés à des serfs sédentaires, décidés à renverser une féodalité qui serait aux mains des *Batutsi*, étiquetés descendants de nomades éthiopiens. La troisième partie s'attache à la dimension ethnique revêtue par la vie politique et analyse le rôle joué par les ethnologues de la colonisation belge dans une ethnicisation progressive et irréversible. Une quatrième partie s'attaque enfin à une des énigmes de cette histoire tragique : comment le catholicisme social belge, y compris dans son aile progressiste, a-t-il pu tolérer et légitimer un discours raciste, favoriser l'ascension et la prise de pouvoir de Grégoire Kayibanda et l'instauration du parti unique, justifier ou laisser s'accomplir une évolution marquée par la montée de la violence et les premiers massacres à caractère génocidaire ?

Acteur politique des négociations des années 1980 devenu analyste scrupuleux des événements antérieurs, M. Saur a eu accès à une documentation considérable, inédite et souvent accablante qui donne à son analyse un caractère souvent définitif et quasi exhaustif. Il l'a complétée par une bibliographie impressionnante qui lui permet de replacer les événements dans un contexte plus large et de discuter les catégories et les concepts mis en avant par les auteurs pour analyser le conflit « ethnique ». Son propre engagement, par rapport auquel il a su prendre la distance critique nécessaire, lui permet d'entrer à l'intérieur de négociations d'une extraordinaire complexité, d'élucider les logiques auxquelles obéissent les protagonistes, de déceler dans les comportements des principaux acteurs les intentions non avouées, de faire la lumière sur les apparentes contradictions qui semblent

caractériser les itinéraires de certains protagonistes. Au bout de cette longue et minutieuse analyse, une conclusion générale récapitule en une vingtaine de pages les conclusions de chaque partie avec la volonté de mettre en garde contre toute explication simplificatrice qui voudrait trop vite rendre compréhensible une histoire marquée par son caractère paradoxal et sa complexité. Le doctorant y propose une essai d'explication de la dérive ethnociste qui méritera d'être reprise pour servir de point de départ à un nécessaire débat public.

Le plan a choisi de reconstituer trois chrono(logiques) : celle de la révolution sociale, celle de l'ethnicisation à laquelle participent activement les élites belges, celle du catholicisme social belge qui intervient constamment dans le processus et conforte la thèse ethnociste. Cette démarche, qui a l'avantage de respecter la complexité, a l'inconvénient pour le lecteur de l'obliger à parcourir certains événements plusieurs fois, et à attendre la quatrième partie pour connaître l'itinéraire de Kayibanda. Mais Léon Saur produit sur tous ces points lors du débat oral les justifications de ses choix.

Cependant l'essentiel réside dans une démonstration qui ne se contente pas de démontrer la racialisation des rivalités politiques et cherche à l'interpréter. Le rappel du contexte anticommuniste et, plus inattendu le rapprochement avec l'Afrique du sud sont précieux pour comprendre les grilles de lecture qui s'imposent dans les milieux catholiques. De la sorte la thèse pose des questions essentielles sur l'attitude des catholiques sociaux et leur rôle dans cette évolution. L'acceptation de la racialisation tant parmi les responsables politiques et ecclésiastiques, les missionnaires de terrain, les chrétiens et les non chrétiens, reste cependant problématique. M. Saur semble considérer qu'elle est cohérente avec le refus de penser la révolution sociale en

termes marxistes de lutte des classes Mais il suggère que Kayibanda a subi l'influence par ses lectures du marxisme-léninisme dans les modes de conquête du pouvoir. Il insiste aussi sur le camouflage du racisme, conscient ou non, derrière l'identification des ethnies à deux peuples ayant eu des histoires différentes, réinterprétation de l'histoire qui se donne une apparence scientifique avec l'ethnologie coloniale mais aussi des intellectuels rwandais qui en font une histoire officielle, que ce soit pour renforcer un camp (la légitimité de la monarchie dite tutsi avec l'abbé Kagame) ou l'autre (celui du *Parmehutu* qui se proclame le défenseur des hutus dominés). Le précis d'histoire publié à Kigali en 1971 pour les collèges et lycées, rédigé par un historien père blanc, reprend pour l'essentiel (avec quelques conditionnels) l'histoire du peuplement reconstituée par A. Kagame : «La minorité "éthiopide" dirigeait et dominait presque exclusivement le reste du peuple rwandais» (p.52).

Le glissement du social au racial, s'il a des antécédents depuis le début de la colonisation, ne triomphe pourtant qu'à une date récente. Le processus n'est nullement linéaire, et l'observateur assiste dans les années 1950-1960 à la confusion croissante des catégories politiques, sociales, ethniques, qui débouche sur le déchaînement final de la violence. Les protagonistes semblent s'enfermer progressivement dans une vision de l'histoire et de la société qui ne laisse plus de place à la critique, à la négociation et au compromis. Sans doute certains protagonistes sont passés maîtres dans l'art d'utiliser cette radicalisation pour conquérir le pouvoir et conforter leur ascension sociale. Mais l'instrumentalisation n'explique pas l'adhésion massive de la population à cette vision. L'explication apportée à l'occasion du débat avec le jury par Léon Saur ouvre une piste féconde. Ce dernier insiste sur

la dimension performative des mots, *a fortiori* quand ils prétendent dire l'identité et classer les individus. Le cas rwandais illustre la capacité du politique à imposer des identifications à des populations qui finissent par les intérioriser. Les années étudiées par la thèse montrent comment s'effectue le passage de simples représentations jugées utiles pour la gestion coloniale à une conscience de soi conforme à cette représentation. Insidieusement, la population en vient à entrer dans les catégories de tutsi et de hutu, à en admettre le caractère biologique et ethnique, jusqu'à se trouver piégée par cet enfermement dans un antagonisme ethnique où l'élimination de l'autre devient la condition de l'affirmation de soi. Conséquence particulièrement perverse de ce glissement, la négation de cet antagonisme est perçue comme une nouvelle ruse pour masquer la domination.

Moins surprenante semble à l'auteur l'apparente contradiction entre un discours missionnaire qui d'un côté prône l'égalité sociale et dénonce la hiérarchie des races et, de l'autre, donne son appui et sa caution au tournant des années 1960 à une nouvelle république ni démocratique ni égalitaire mais jugée légitime dès lors qu'elle se dit inspirée par le catholicisme social et se montre favorable aux missions. Ainsi se joue à nouveau au Rwanda un nouvel épisode des relations difficiles entre la démocratie et le catholicisme social élaboré à la fin du XIX^e siècle. Les anciennes réticences contre le libéralisme politique et sa conception individualiste de la démocratie font passer au second plan les entorses à la démocratie du jeune État rwandais dès lors qu'il prétend réaliser un ordre social conforme au projet catholique social et mettre fin à la subordination de la majorité par une minorité. La vieille utopie missionnaire de l'édification de nouvelles sociétés

chrétiennes, réactivée après la deuxième guerre mondiale dans les habits de la doctrine sociale catholique, a cru trouver dans les Grands Lacs une occasion de devenir réalité. Cela semblait justifier une bienveillance qui se révélera peu à peu aveuglement meurtrier conduisant au grand effondrement de 1994.

Cette thèse marquera à l'évidence une nouvelle étape dans l'interprétation de

l'émancipation du Rwanda et constitue une contribution exceptionnelle à la construction des identités et la politisation des appartenances ethniques. Et pas seulement au Rwanda. Il faut espérer qu'elle trouvera l'écho qu'elle mérite et les vhemins de l'édition malgré ses dimensions.

Claude PRUDHOMME

Claude FALTRAUER, Philippe MARTIN, Lionel OBADIA (dir.)

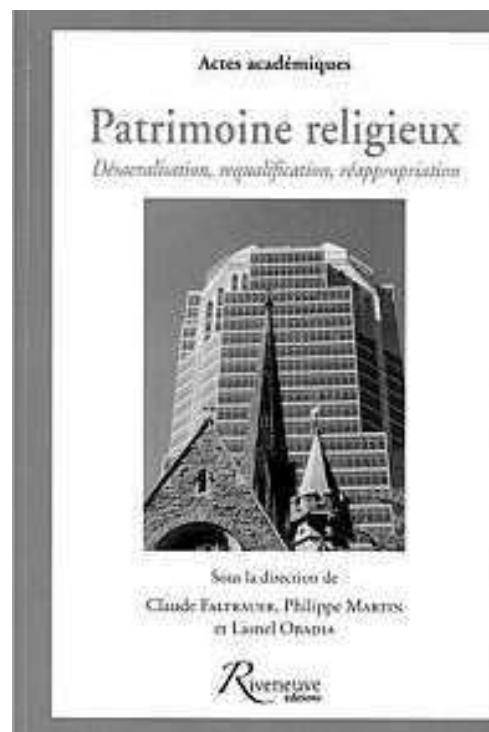
***Patrimoine religieux : désacralisation, requalification, réappropriation :
Le patrimoine chrétien***

Paris, Riveneuve éditions, 2013

ISBN 978-2-36013-134-1

Claude Faltrauer, chargé du patrimoine au Service d'Art sacré du diocèse de Saint-Dié, Philippe Martin professeur d'histoire à l'Université Lyon Lionel Obadia professeur d'anthropologie à l'Université Lyon 2 ont rassemblé dans ce recueil les actes du colloque organisé par l'ISERL en mars 2012. face à la baisse de fréquentation des lieux de culte, l'Église catholique est confrontée depuis quelques années à une question cruciale : que faire d'un patrimoine foncier immense au moment où les pratiquants sont de moins en moins nombreux ? L'ouvrage propose une réflexion en quatre temps :

- une plongée dans le temps pour étudier l'ancienneté du phénomène et montrer comment les édifices ont été requalifiés ;
- une analyse des contraintes légales et religieuses qui soumettent le patrimoine à des règles fixées par l'État (Code du patrimoine) et par le Saint-Siège en matière de patrimoine liturgique et culturel de l'Église (Commissions diocésaines d'Art sacré) ;
- une étude de la diversité des patrimoines et donc des requalifications possibles :



bâtiments, mobilier, collections missionnaires, patrimoine écrit, objets... ;

- la présentation de cas concrets de mise en valeur : touristique (cas des «chemins du Baroque de Savoie»), muséale, par transformation de la fonction d'églises en